

Notes de lecture

(livres, articles, recherches) et l'auteur fait remarquer avec pertinence que *«ces problématiques théoriques sont quasi exclusives dans leur mode d'appréhension et de lecture de l'objet, opter pour l'une ou l'autre d'entre elles revient à se situer, c'est-à-dire que c'est aussi une affirmation identitaire...»*.

Et dans une deuxième partie, N. Rifai nous fait part des résultats d'une recherche réalisée pour le Ministère du Travail sur la pratique des acteurs locaux de l'emploi à l'égard des chômeurs de longue durée dans trois régions différentes. Et nous percevons bien ainsi comment les logiques différentes des institutions et des multiples acteurs ont du mal à rencontrer les demandes «existentielles» des chômeurs de longue durée.

«Il est toujours difficile à résoudre ce problème de fond qui naît du fait qu'une personne demande à une institution ce que celle-ci ne peut lui fournir: emploi, travail, aide, compréhension, soutien mutuel, etc.».

(J.M.P.)

ETAT-PROVIDENCE

ARGUMENTS POUR UNE RÉFORME

Collectif d'auteurs

Editions Gallimard/Le Débat. 1996, 418 pages. Collection Folio/Actuel, n° 51.

Ce livre rassemble des textes publiés dans la revue «Le Débat» et présente des analyses tout à fait intéressantes pour comprendre les dysfonctionnements de l'Etat-providence. Il propose des pistes de réflexion et des options pour tenter d'y remédier.

Les constats que dressent les auteurs sont présentés en cinq parties: les contraintes démographiques, les âges de la vie, chômage et exclusion, la santé et la protection sociale, un nouveau contrat social.

Chaque chapitre montre comment le système de l'Etat-providence conçu dans l'immédiat après-guerre a été fondé sur des données démographiques et sociales connues et réputées stables. Les données variant selon des schémas non prévus et le système de protection sociale lui-même restant relativement figé, il a engendré sa propre faillite.

Les «trente glorieuses» avec leur croissance stable, leur demande en augmentation, une consommation de masse, la hausse régulière des salaires, un emploi à vie, une retraite assurée, ont contribué à conforter la croyance en ce système.

Or, notre population vieillit. La natalité baisse, la vie s'allonge, l'adolescence n'en finit pas avec l'entrée de plus en plus tardive des jeunes sur le marché du travail. Tout cela fait que de plus en plus de non-actifs sont à la charge de moins en moins d'actifs.

De même, le coût du travail augmente et, à la recherche d'une meilleure productivité, les entreprises créent elles-mêmes le chômage qui pèse tant sur leurs charges. La recherche de l'excellence, maître-mot des années quatre-vingt, entraîne l'auto-exploitation et l'individualisme. Le sureffectif, donnée avant tout financière, fait bâtir par l'entreprise ses règles d'exclusion. Les nouvelles technologies entraînent une déqualification brutale de beaucoup et le contrat de confiance entre l'entreprise et le salarié n'existe plus.

Quant aux dépenses de santé, elles ont connu, dans la même période, un accroissement phénoménal, plus fort en France que dans bien d'autres pays développés. Les Français ne sont pas plus malades que les autres, mais l'augmentation du nombre des médecins, c'est-à-dire de l'offre, a emballé la demande de soins médicaux de plus en plus sophistiqués. Le lobby des médecins n'est pas un mythe. De même l'hôpital, énorme consommateur de dépenses de santé, connaît de semblables dysfonctionnements et il est temps de veiller à des dérapages qui pourraient nous entraîner vers une médecine sélective à l'américaine.

L'ensemble de ces constats, très brièvement et imparfaitement résumés ici, mettent bien en lumière l'urgence de réformer en profondeur notre système de protection sociale, voire de remettre en cause des avantages et des axes de pensée trop longtemps considérés comme inamovibles parce que bons pour tous. Il faut trouver les moyens de mettre en place un système véritablement redistributif; les propositions existent, il ne faut que le courage et la volonté des les appliquer!

(Béatrice Letellier)